

ADRESSE DU CONSEIL FÉDÉRAL NATIONAL (CFN)

Une phase nouvelle de la lutte de classe est ouverte

La grève massive des travailleurs de la RATP, unis avec leurs syndicats, le 13 septembre, pour la défense de leur régime particulier de retraite a ouvert une phase nouvelle de la lutte de classe : à leur suite, les fonctionnaires des Finances publiques puis les agents d'EDF ont engagé des mouvements de grève pour la défense de leurs retraites, de leurs statuts, de leurs emplois ; tandis que le mouvement de grève et de mobilisation entamé depuis des mois se poursuit dans les hôpitaux. N'en déplaise à ceux qui s'acharnent à décréter que l'heure n'est plus à la lutte de classe, c'est bien elle qui surgit ici avec force.

C'est la grève qui s'impose à l'ordre du jour dans tous les secteurs et dans toutes les corporations, avec en ligne de mire le projet Macron-Delevoye destructeur des retraites, et plus généralement toute la politique du gouvernement. Oui, le combat pour les revendications et la préparation de la grève : mais comment les faire aboutir ?

À cela, tous les travailleurs savent que la réponse passe par un mot : **PUNITÉ**.

Le gouvernement sent bien que la situation est en train de tourner. Quand il présente son budget, il prétend avoir renoncé à la suppression de 120 000 emplois dans la fonction publique. Delevoye, lui, ose déclarer que sa réforme des retraites « corrigera les injustices ».

Parlons-en des injustices ! Le projet de budget du gouvernement, c'est un milliard d'euros de cadeaux fiscaux supplémentaires pour les patrons, les capitalistes et les spéculateurs ; et c'est trois milliards volés aux chômeurs du fait de la réforme de l'assurance chômage. Ce projet de budget, ce sont la suppression de milliers de postes dans les Finances publiques, les milliers de postes non pourvus dans l'enseignement, et le manque dramatique de moyens, de personnels soignants dans

les hôpitaux dont les services et les lits continuent de fermer.

La contre-réforme des retraites, un modèle de justice ? Quand une veuve ne pourra toucher sa pension de réversion qu'à partir de 62 ans, au lieu de 55 ans aujourd'hui, sept ans de plus avant d'en bénéficier ?! Un modèle de justice, une perte qui peut aller jusqu'à 1 000 euros par mois pour un professeur des écoles entre sa situation actuelle et sa situation demain si la réforme de Macron-Delevoye passe ?! Un modèle de justice, les 40 % de pension en moins pour une infirmière ?!

Un modèle de justice, la réforme de l'assurance chômage qui exclut 1 chômeur sur 10 de toute indemnisation et qui diminue l'allocation de 1 chômeur sur 4 parmi ceux qui continueront à en bénéficier ?!

Un modèle de justice, ce gouvernement qui, depuis des mois, déchaîne la répression la plus violente contre les manifestants et saisit toutes les occasions de renforcer son arsenal répressif ?!

Allons donc ! Tous les travailleurs savent que ce gouvernement, son budget, sa réforme des retraites ne sont « justice » que pour les patrons et les spéculateurs. Pour les travailleurs, c'est toujours plus d'injustice, de misère, d'exploitation.

Oui, la grève est à l'ordre du jour. Cette grève, pour ce qui nous concerne au POID, nous estimons qu'elle posera une question : celle du gouvernement, celle du pouvoir. Si la grève générale est à l'ordre du jour, alors cela signifie que les conditions sont en train de se réunir pour balayer Macron et sa politique. Cela exige, répétons-le, l'unité ouvrière, l'unité des travailleurs et des organisations.

Les travailleurs de la RATP, avec leurs syndicats, ont annoncé une grève illimitée à partir du 5 décembre contre le projet de destruction des retraites du gouvernement. D'autres syndicats, d'autres fédérations syndicales dans d'autres corporations appellent les travailleurs à débattre de la possibilité de tout faire converger vers cet appel.

À tous les niveaux, la question est posée : dans les assemblées générales de travailleurs, dans les assemblées syndicales, dans les entreprises, dans les localités, partout organiser la discussion et la mobilisation, partout préparer **la grève générale qui balayera le gouvernement et, avec lui, le régime anti-ouvrier de la V^e République.**

Il n'y a pour cela, répétons-le, qu'une seule voie : le front unique des travailleurs et des organisations. Ce front unique suppose de **rompre avec le gouvernement et sa politique.**

Rompre avec le gouvernement, c'est le refus des concertations qui visent à enchaîner les syndicats à la co-construction des contre-réformes.

Rompre avec le gouvernement, c'est le refus au niveau des communes de continuer à gérer la politique d'austérité dictée par le gouvernement et

Bruxelles. C'est au contraire rétablir la démocratie communale et prendre en charge réellement les intérêts de la population. Ce qui implique de travailler à rassembler toutes les forces qui se réclament des intérêts ouvriers sur des listes de défense intransigeante des droits de la population et des services publics aux prochaines élections municipales.

Dans tous les aspects, défendre les intérêts de la classe ouvrière contre ceux de la classe capitaliste : c'est pour un tel objectif que nous sommes engagés dans la construction d'un authentique parti ouvrier combattant en toutes circonstances et sur tous les terrains pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, pour la défense des intérêts de classe, **pour préparer la grève générale qui permettra d'aboutir.**

Travailleurs, militants, jeunes qui partagez ces objectifs, c'est l'heure : rejoignez le parti ouvrier.

Adoptée à l'unanimité du CFN réuni à Montreuil les 28 et 29 septembre 2019

Je souhaite adhérer au Parti ouvrier indépendant démocratique

Nom, Prénom :

Adresse :

Mail, tél. :

À retourner à : poidemocratique@orange.fr
ou à POID, 67, avenue Faidherbe, 93100 Montreuil

Chaque semaine, lisez *La Tribune des travailleurs*, tribune libre de la lutte des classes.

Pour mieux connaître les propositions du POID, procurez-vous son *Projet de programme d'action politique* auprès des militants.